

Election présidentielle 2022 : pour une candidature de rassemblement à gauche.

A la question « Le parti a-t-il créé les conditions d'une candidature communiste à la présidentielle de 2022, comme l'y avaient invité les congressistes en 2018 ? Ma réponse est non. Le parti devrait-il créer aujourd'hui les conditions d'une candidature communiste à la même élection ? Ma réponse est oui.

Et pourtant !

Il nous faut sortir de ce qui peut paraître un piège, voire une contradiction. Evacuons d'emblée la réponse binaire comme je l'ai moi-même fait. Il s'agit de dire ou lire quelle est la situation politique et sociale actuelle.

La pandémie modifie le (s) sens de lecture et d'interprétations mais n'en change pas fondamentalement le cours.

De l'entreprise de démolition qu'a entamée Macron depuis son élection, quelle (s) leçon (s) peut-on en tirer ? La loi sur la modification du code du travail a été votée mettant les salariés, leurs organisations syndicales, et les chômeurs dans une situation anxiogène. Quant aux représentants élus au CSE, ils constatent, impuissants, des signatures de ruptures conventionnelles individuelles et/ou collectives sans avoir leur mot à dire. En réalité, cette loi a été faite pour ça. Les patrons ne s'y sont pas trompés qui utilisent cette opportunité pour se séparer de travailleurs sans avoir à supporter le coût social. Dans le même registre, le projet de loi sur la sécurité globale, et celui sur le séparatisme finiront de dévoyer une République qui n'en demandait pas tant. Ce corpus législatif met à nu l'état d'une citoyenneté morcelée et rabougrie.

De la citoyenneté, évoquons la question de la jeunesse. Elle est, à plusieurs égards, clouée au pilori. Privée d'emploi, donc de considération dans une société marchande capitaliste dont l'économisme ambiant commande tout, elle est abandonnée, et laissée pour compte. Entre 18 et 25 ans, elle n'existe pas, ou plus clairement les politiques publiques ne s'en préoccupent pas. Dans les banlieues et dans le pays, elle est considérée comme étant le problème, jamais la solution. Un projet politique novateur doit avoir pour ligne de mire cette exigence : donner dans ce pays des raisons d'espérer à sa jeunesse.

La France est la France. Elle n'est pas le monde. Pourtant elle a quelque chose à dire au monde. Paix, solidarité, coopération, que sais-je encore...Humanité. Alors, quoi de plus normal qu'une personne, homme ou femme s'adresse au peuple de France pour s'interposer et lui dire : là se trouve ta place eu égard à ton histoire.

Et pourtant !

Le parti, et en l'occurrence son candidat éventuel, pourrait-il seul porter ces idéaux évoqués précédemment ? Une telle charge et responsabilité pour être portées et assumées nécessiteraient plus qu'un homme ou une femme. Elles exigeraient une démarche résolue, une stratégie collective massive en sus de celles au sein du seul parti communiste. Cela pose au fond l'utilité de notre parti : à quoi peut-il servir ? Il s'agit de donner aux Français une raison d'espérer. Or, celle-ci a besoin

pour être réalisée, le respect de deux conditions qui s'interpénètrent. La première consiste à rassembler celles et ceux pour qui, dans notre pays, le capitalisme a bouché l'horizon de vie. Ce rassemblement nous est demandé par l'électorat de gauche qui nous apostrophe à chaque consultation électorale quand nous le rencontrons. La seconde c'est le devoir pour nous de proposer une autre perspective de société et...d'émancipation individuelle et collective. Allons-nous encore nous débiter ? Pour ma part, je n'ose y croire.

Je crois qu'au-delà d'un candidat, ou d'une candidate, le parti communiste français peut s'inscrire dans ce noble combat pour la France et pour le monde dans le cadre d'un rassemblement progressiste, transformateur et émancipateur. Le contenu des orientations programmatiques que pourra porter un candidat devra être le résultat d'un large consensus après un débat national avec les gens. Notre peuple a déjà prouvé son intelligence collective et sa capacité à construire pour gagner. Avons-nous oublié 2005 et le débat sur le Traité constitutionnel européen que les libéraux voulaient lui faire avaler ? Dès lors qu'il s'en est saisi, il a dit NON à une très large majorité après un débat démocratique auquel le parti et le journal L'Humanité avaient contribué fortement. Le libéralisme reste la marque de fabrique des politiques de l'Union européenne et de bien d'autres contrées dans le monde. Est-ce une raison pour plier l'échine ? Assurément non, au contraire !

Aujourd'hui encore, le parti communiste français peut être à l'origine d'une autre bataille pour gagner. Il le peut en lançant une vaste campagne dans le pays pour faire que nos compatriotes se mêlent enfin de cette élection majeure des institutions de la Vème République. Il reste du temps mais il ne faut pas tarder. C'est l'une des conditions qui permettra à l'issue de ce grand débat de désigner le candidat, ou la candidate qui portera ces orientations programmatiques révolutionnaires. Ce candidat, ou cette candidate pourrait être communiste, ou non communiste. Les citoyens et citoyennes le diront.

Cette campagne sera également l'occasion pour le camp du progrès de bâtir des candidatures communes aux élections législatives pour avoir une majorité d'élus dont de nombreux communistes dans les deux chambres qui traduiront dans la loi le contenu programmatique élaboré en commun.

Ce me semble être le chemin pour déjouer ce qu'un certain nombre de devins malins prédisent à l'issue du 1^{er} tour : le nouveau match Macron/Le Pen.

L'utilité du parti communiste français est de travailler pour un autre scénario où la gauche serait comme en 1981, au 2nd tour de l'élection présidentielle de 2022 pour que l'espoir d'une vie meilleure puisse devenir possible.

Mahama Compaoré, militant de la section Caen-Littoral du PCF, secrétaire départemental du PCF14.